

DERUELLE Benjamin (dir.), 2023,
Quand l'Histoire sert à faire la guerre

Presses universitaires du Septentrion, 210 pages

Adrien NONJON
Inalco CREE

Peut-on légitimement considérer l'histoire comme une science exacte, régie par des principes immuables, ou bien est-elle irrémédiablement façonnée par des projets politiques et la construction de mémoires collectives ? Quand bien même, la démarche historique exige une méthodologie rigoureuse, ancrée dans des analyses critiques et des approches documentaires précises, la discipline se heurte plus que jamais aujourd'hui dans le cadre des multiples conflits qui parsèment le XXI^e siècle à des usages souvent fallacieux dans le but de justifier les pires atrocités. Si l'invasion de l'Ukraine par la Russie constitue l'exemple le plus immédiat de cette réalité – à tel point d'ailleurs qu'elle en préside le propos liminaire du présent ouvrage – Benjamin Deruelle le directeur de publication s'emploie avec l'aide de nombreux historiens spécialistes à démontrer que les différentes composantes du champ historique (récits, sources, historiographies...) ont toujours fait l'objet d'instrumentalisations pour appuyer les entrées en guerre – dans la lignée de la célèbre expression du géographe Yves Lacoste : « l'Histoire sert à faire la guerre ». C'est en tout cas la principale thèse défendue tout au long des pages. Loin de se vouloir moralisateur en affublant l'historien d'une quelconque responsabilité, l'ouvrage de Benjamin Deruelle se veut avant tout érudit et pédagogue.

Établi sur une progression à rebours allant du plus immédiat au plus antique, l'ouvrage débute avec un chapitre d'Éric Aunoble (université de Genève) consacré aux racines historiques du conflit russo-ukrainien. La Russie poutinienne s'est en effet construite sur la restauration d'une puissance réelle ou fantasmée dans laquelle

les frontières et l'histoire sont une question existentielle. Dans un article paru durant l'été 2021 et dont la lecture fut rendue obligatoire pour tous les membres de l'armée russe, le président russe soutient que le peuple ukrainien et le peuple russe formeraient une seule et même entité. Selon cette logique, l'existence de l'État ukrainien n'aurait aucun fondement légitime. Pour défendre cette idée, Vladimir Poutine se réfère à la fois aux temps lointains, tel celui de la Rou's de Kiev – un puissant État fondé par les Scandinaves, qui devint en 988, date de conversion du prince Volodymyr, le berceau de l'orthodoxie slave orientale – et présents, en arguant que Lénine aurait tout simplement créé l'Ukraine à l'issue de la guerre civile de 1917. Usitée de nombreuses fois au cours de la période impériale puis soviétique, la visée de cette thèse reste la même : justifier par avance une « réunification » historique. L'Ukraine fait donc l'objet de la part de la Russie d'une mystification historique. Toutefois, l'Ukraine, rappelle Éric Aunoble, fait également usage de l'histoire pour appuyer son propre dessein : bâtir un État-nation en rupture totale avec le « monde russe ». Les exemples convoqués ne manquent guère ; outre la période cosaque, dont l'héritage se matérialiserait dans le combat pour l'indépendance, il est également question du mouvement nationaliste ukrainien de l'entre-deux-guerres dont la mémoire, bien que contestée, a fait l'objet d'une institutionnalisation de la part du gouvernement ukrainien en 2007 puis en 2015.

Le chapitre qui suit a pour grand mérite de s'attaquer à un épisode largement méconnu des relations intra-asiatiques. Loin d'imaginer que les États communistes du sud-est nés de la décolonisation aient entretenu des relations paisibles nourries par la solidarité communiste, Christopher Goscha (université de Montréal) propose une étude tout à fait intéressante de ce qu'il qualifie comme « troisième guerre d'Indochine ». Ici, les livres « noirs » et « blancs » directement pilotés par les régimes s'opposent dans une rivalité à trois entre la Chine, le Viêt Nam et le Cambodge. Là encore tout n'est question que de relecture des héritages passés. Quand les Cambodgiens prétendent que les Vietnamiens n'auraient jamais renoncés à leurs prétentions expansionnistes dans la région, ces derniers semblent de leur côté dénoncer, une attitude similaire de la part de la Chine, qui n'aurait, depuis les dynasties Han, Qin et Ming, jamais renoncé au rêve de voir l'entièreté de la péninsule basculer sous son joug. De son côté, Pékin fait ici jouer l'influence coloniale française pour accuser Hanoï d'ambitions similaires. Un autre chapitre, tout aussi intéressant, cette fois-ci proposé par Deborah Barton de l'université de Montréal, nous retrace la façon dont l'histoire peut être manipulée pour convaincre et discréditer. En s'appuyant sur le parcours personnel d'Adolf Hitler, l'historienne explore la façon dont la propagande nazie, dans les années 1930, a manipulé le récit de la Première Guerre mondiale en mettant en avant, notamment, la fausse responsabilité des juifs et les injustices du

traité de Versailles considéré comme un *Diktat*. Elle souligne également comment, dès 1933, cette propagande a préparé l'opinion publique allemande à accepter la guerre expansionniste et génocidaire menée par le régime nazi.

La grande originalité, et même force, de l'ouvrage réside très certainement dans son approche globale et (dé)coloniale. En effet, Benjamin Deruelle a eu le soin d'adjoindre au projet un grand nombre de cas d'études portant sur l'Afrique, mais aussi le Nouveau Monde. Ainsi, nous retrouvons une étude de Patrick Dramé (université de Sherbrooke) consacrée à l'usage par l'administration française au Congo et au Cameroun, de faux rapports ou de témoignages exagérés pour entreprendre la répression violente des populations indigènes ou, du moins justifier, la présence de la métropole à des fins civilisatrices. De même, Geneviève Dorais (université de Montréal) livre une analyse détaillée de la construction de la rhétorique bolivarienne lors du soulèvement des colonies sud-américaines entre 1814 et 1816. Cherchant à bâtir un consensus politique autour de sa personne, Simón Bolívar manie au cours de la période les mythes précolombiens et le récit négatif de la domination espagnole pour créer de toutes pièces une identité nationale à laquelle chacun, indigène comme espagnol-bolivien, pourra se rattacher. Des cas plus ou moins similaires, où le passé sert l'imaginaire, sont détaillés dans les chapitres consacrés à l'Irlande et l'Acadie, signés respectivement par Laurent Colantonio et Jean-Philippe Garneau, tous deux professeurs à l'université de Québec.

L'ouvrage contient d'autres chapitres tout aussi intéressants, et ce sur des périodes plus anciennes comme l'antiquité romaine, la Renaissance secouée par les guerres d'Italie ou encore la Reconquista espagnole, mais tâchons de nous attarder sur l'ultime chapitre proposé par Carl Bouchard (université de Montréal) qui dénote par rapport à tout ce que le lecteur pourra apprendre au fil des pages. En effet, posant à la fois de façon provocante et même utopique la question de la capacité de l'histoire à un jour forger les paix de demain, l'auteur nous apprend ici qu'en dépit des apparences, un précédent majeur semble corroborer cette idée. C'est au lendemain de la Première Guerre mondiale que, dans le sillage des mouvements pacifistes et avec l'aide de l'Institut international de coopération intellectuel, se sont créées plusieurs initiatives chargées de bâtir au travers des manuels scolaires un idéal de paix. L'objectif se voulait simple, expurger l'histoire de toutes ses passions ardentes et en faire un objet d'étude et de mémoire apaisée. Plutôt que de voir dans le récit national un quelconque promoteur de la haine, essayons en tant qu'historiens, comme l'invite en substance l'auteur, à repenser l'histoire comme un outil capable de forger un avenir meilleur.

Grâce à cet ouvrage, Benjamin Deruelle offre ainsi une exploration approfondie et éclairante sur la relation complexe entre histoire et mémoire, tout en insistant

sur l'importance cruciale de ces deux concepts dans la construction de notre compréhension du passé et leurs influences respectives sur le présent et l'avenir de nos sociétés. En analysant les multiples façons dont l'histoire et la mémoire furent utilisées et parfois manipulées à des fins politiques, sociales ou culturelles, Deruelle et son équipe soulignent la nécessité d'une réflexion critique sur ces manipulations. L'ouvrage souligne avec des cas d'étude convaincants les dangers inhérents aux manipulations des faits historiques. En exposant les mécanismes à l'œuvre derrière ces distorsions de la vérité historique, Deruelle éclaire le lecteur sur les enjeux éthiques et politiques que ces pratiques sous-tendent. Enfin, l'ouvrage met en avant le rôle central de l'historien dans la quête de la vérité historique, soulignant l'importance de l'objectivité et de la méthode critique dans l'analyse des événements passés. En privilégiant la distanciation nécessaire pour comprendre les dynamiques historiques, l'historien contribue bel et bien à éclairer les processus qui ont façonné les sociétés humaines et à promouvoir une compréhension nuancée du passé. En outre, Deruelle souligne la nécessité de distinguer histoire et mémoire, tout en reconnaissant les interactions complexes et parfois conflictuelles entre ces deux champs. Alors que l'histoire s'appuie sur des faits avérés et une méthodologie rigoureuse, la mémoire est teintée d'« une dimension morale et émotionnelle qui lui confère une place toute particulière dans la construction de l'identité individuelle et collective ». Dans un contexte contemporain marqué par une préoccupation croissante pour les questions identitaires et mémorielles, cet ouvrage offre une contribution précieuse à la manière dont nous comprenons et utilisons le passé pour façonner notre présent et notre avenir. En soulignant l'importance de la réflexion critique sur l'histoire et la mémoire, Deruelle invite le lecteur à s'interroger sur les récits du passé qui façonnent notre compréhension du monde et à reconnaître le potentiel transformateur de ces récits dans la construction d'une société plus juste et éclairée.